



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.024/2
du 31 mai 2024

advies 76.024/2
van 31 mei 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
les normes d'agrément des
services ambulanciers actifs
dans le cadre de l'aide
médicale urgente'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
erkenningsnormen voor
ambulancediensten actief
binnen de dringende
geneeskundige hulpverlening'

Le 29 mars 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 31 mai 2024^{*}, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les normes d'agrément des services ambulanciers actifs dans le cadre de l'aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 mai 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 mai 2024.

^{*} Par courriel du 29 mars 2024.

*

Op 29 maart 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 31 mei 2024^{*} een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de erkenningsnormen voor ambulancediensten actief binnen de dringende geneeskundige hulpverlening'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 mei 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 mei 2024.

^{*} Bij e-mail van 29 maart 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

OBSERVATION PRÉALABLE

La section de législation a déjà fait remarquer que :

« Pour que la section de législation puisse accomplir correctement sa mission, il y a lieu de lui soumettre des projets de textes définitifs pour éviter qu'elle n'examine inutilement un avant-projet qui fera l'objet de modifications ultérieures et qu'il ne doive lui être soumis à nouveau pour avis » ¹.

Or, le projet d'arrêté royal à l'examen, qui par définition n'est pas encore adopté, est déjà destiné à être modifié par un projet d'arrêté royal sur lequel la section de législation donne ce jour l'avis 76.154/2 ².

Ce n'est que parce que le projet d'arrêté royal qui fait l'objet de l'avis 76.154/2 se borne pour l'essentiel à insérer dans le projet à l'examen une section complète relative aux « conditions particulières relatives au service PIT », section qui peut être examinée de manière distincte et dont l'insertion ne modifie pas la portée du projet à l'examen, qu'il peut être conclu à la recevabilité du projet d'arrêté royal qui fait l'objet du présent avis.

¹ Voir notamment l'avis 70.136/2 donné le 29 septembre 2021 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 13 janvier 2022 'abrogeant les articles 79/1 à 79/26 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et insérant des dispositions au sein du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatives aux inscriptions en première année de l'enseignement secondaire'.

² Avis 76.154/2 donné ce jour sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du XXX fixant les normes d'agrément des services ambulanciers actifs dans le cadre de l'aide médicale urgente'.

Néanmoins, il y a lieu d'observer qu'afin de garantir au mieux la sécurité juridique, les deux projets doivent être fusionnés et adoptés en même temps. Une numérotation adéquate des articles devra être établie à cet égard et le commentaire adapté afin d'intégrer dans le projet d'arrêté royal à l'examen les modifications prévues par le projet d'arrêté royal qui fait l'objet de l'avis 76.154/2. Le préambule de l'arrêté fusionné sera également adapté en conséquence et, dans ce cadre, il y sera notamment fait référence aux avis donnés par la section de législation sur les deux projets.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3bis de la loi du 8 juillet 1964 'relative à l'aide médicale urgente' requiert en ce qui concerne la fixation par le Roi des normes auxquelles les services ambulanciers et PIT³ doivent répondre pour être et rester agréés qu'une concertation avec le ministre de l'Intérieur ait lieu préalablement.

L'auteur du projet veillera à ce que cette concertation ait bien eu lieu avant l'adoption du projet à l'examen.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Les articles 118 et 119 de la loi du 14 janvier 2002 'portant des mesures en matière de soins de santé' prévoient respectivement des modifications dans les articles 5 et 6bis, § 3, devenu l'article 6ter, de la loi du 8 juillet 1964.

Il ressort de l'article 127 de la loi du 14 janvier 2002 que ces articles 118 et 119 entrent en vigueur à une date fixée par le Roi.

En l'absence d'arrêté royal ayant fixé cette date, ces modifications ne sont donc pas entrées en vigueur.

Dans la mesure où les modifications prévues par les articles 118 et 119 traitent des agréments, il y aurait lieu de profiter du présent projet pour prévoir la date d'entrée en vigueur de ces articles et d'adapter le préambule en conséquence afin d'y viser l'article 127 précité.

³ « Paramedical intervention team » en abrégé « PIT ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

Dans la mesure où il se borne à annoncer les règles contenues dans l'arrêté en projet, l'article 2 doit être omis.

Article 9

L'alinéa 1^{er} énonce une règle qui figure déjà à l'article 3, alinéa 2, 1°. Le projet sera revu pour éviter ce double emploi.

À l'alinéa 5, les mots « par dérogation à l'article 5 » sont, dans le contexte, dépourvus de sens. La section de législation suppose qu'il y a lieu d'écrire « par dérogation à l'alinéa 4 ».

Article 11

1. À l'alinéa 3, dès lors que l'espace administratif fait partie du lieu de permanence, la section de législation n'aperçoit pas la pertinence de prévoir qu'il doit être « conforme aux dispositions de l'alinéa 2 ».

2. Dès lors que la modification du lieu de permanence ou de son organisation requiert l'approbation préalable de l'Inspecteur d'Hygiène Fédéral, il y a lieu de prévoir un délai dans lequel cette approbation doit intervenir.

Article 18

Parmi les éléments que doit contenir le plan qualité, le paragraphe 2, alinéa 2, 3°, prévoit un plan d'hygiène, qui reprend notamment :

« a) Les mesures mises en place pour le respect des normes minimales d'[hygiène] ⁴ visées à l'article 10 ».

Or, l'article 10 ne prévoit pas l'existence d'office de normes minimales d'hygiène. En effet, cette disposition prévoit que le service doit être organisé en vue de prévenir les risques liés à l'hygiène, notamment à l'égard du patient et, dans ce cadre, il lui impose de prêter notamment une attention particulière à l'hygiène des ambulances.

⁴ Dans la version néerlandaise : « hygiënenormen ».

Quant au respect de normes minimales, l'article 10 prévoit uniquement la possibilité, pour le Ministre, de fixer de telles normes. Il ne s'agit pas d'une obligation. À cet égard, il ressort en effet du commentaire de l'article que c'est au service qu'il appartient, en premier lieu, de déterminer comment il assure l'hygiène minimale.

Afin de couvrir les différentes hypothèses, mieux vaut sans doute, à l'article 18, § 2, alinéa 2, 3°, a), faire référence aux « mesures mises en place en vue de respecter l'article 10 ».

Une observation analogue vaut pour l'article 33, § 1^{er}, du projet.

Article 21

La notion de « conduite irréprochable » est trop vague et ne fait référence à aucun standard juridique clair ou connu. Sauf à démontrer que cette notion peut être définie précisément dans le cadre de la matière traitée par le projet, il y a lieu de l'omettre ou de préciser avec exactitude sa portée. À cet égard, le terme « notamment » qui suit ne permet pas de savoir avec précision quels sont les comportements qui seraient non conformes.

Article 26

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 3 peut difficilement être conçu comme une condition d'agrément. Mieux vaut sans doute supprimer cet alinéa et prévoir de compléter l'alinéa 2 par ce qui suit :

« et le récupère dans son intégralité auprès du collaborateur qui quitte le service ».

Article 39

1. Dans la version néerlandaise, le paragraphe 3 sera précédé des signes « § 3. ».
2. La portée juridique du paragraphe 3 en projet n'est pas claire. Ainsi, le texte devra préciser notamment les conséquences assorties à l'analyse effectuée par l'Inspecteur d'Hygiène Fédéral de la convention de sous-traitance qui lui est transmise. En cas de refus d'approbation, le texte doit en effet préciser l'impact que cela peut avoir sur l'agrément.

De même, selon la portée juridique conférée à l'examen de la convention par l'Inspecteur d'Hygiène Fédéral et dès lors qu'à tout le moins la convention requiert son approbation, il y a lieu d'énoncer un délai plus précis que les termes « dans les meilleurs délais » actuellement prévus.

La même observation vaut pour l'article 40 du projet.

Article 44

L'article à l'examen ne fait que répéter le prescrit de l'article 43, alinéa 2, 1°, du projet et sera omis.

Article 45

L'article à l'examen fait état de l'ensemble des informations et documents que doit comprendre la demande d'agrément. Néanmoins, il omet de rappeler les éléments imposés par les articles 29, § 3, 38, § 2, alinéa 2, et 39, § 2, du projet ⁵.

Dès lors que les articles 52 (concernant la demande de renouvellement d'agrément) et 58 (demande de modification de l'agrément) renvoient exclusivement à l'article à l'examen, s'agissant du dossier de demande, il importe que ce dernier soit exhaustif.

L'article sera complété en conséquence.

Article 48

1. Mieux vaut prévoir le délai dans lequel la décision du Ministre devra être rendue.
2. Afin de mieux faire apparaître, comme cela semble être l'intention de l'auteur du projet, que l'agrément provisoire précède toujours l'agrément définitif, l'alinéa 2 sera mieux rédigé comme suit :

« En cas de décision favorable, un agrément provisoire est délivré et le service est opérationnel dans le mois qui suit la notification de cette décision d'agrément provisoire ».

Article 66

Afin d'éclairer la portée de la suspension ou du retrait partiels de l'agrément, le commentaire des articles précisera idéalement dans quelle mesure une suspension ou un retrait peuvent être partiels et ce d'autant plus s'agissant d'un agrément relatif à l'exercice d'une seule et même activité.

⁵ Respectivement, un inventaire des ambulances, les éventuelles conventions de collaboration et les éventuelles conventions de sous-traitance.

Articles 69 à 77

1. Il ressort de l'article 3bis de la loi du 8 juillet 1964 ce qui suit :

« § 1^{er}. À partir d'une date à fixer par le Roi, il ne peut être fait appel, pour l'application de la présente loi, qu'à des services ambulanciers et PIT agréés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Pour l'application de la présente loi, on entend par PIT (paramédical intervention team) une ambulance dont l'équipe est constituée d'au moins un infirmier disposant du titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé en soins intensifs et aide médicale urgente.

[...]

§ 5. À partir de la date visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, toutes les conventions de concession visées à l'article 5, alinéa 1^{er} de la présente loi, ainsi que toutes les conventions entre l'État et des personnes privées, visées à l'article 5, alinéa 3, tel que cet article était d'application avant l'entrée en vigueur de la loi du 14 janvier 2002, sont abrogées d'office ».

À cet égard le délégué du Ministre explique ce qui suit :

« Zoals u correct aanhaalt, dient elke dienst welke actief is binnen de Dringende Geneeskundige Hulpverlening, een overeenkomst aan te gaan met de Belgische Staat zoals beschreven in de Wet van 1964, artikel 3bis, § 5.

Tot op heden vervulde de 'Overeenkomst ambulancedienst – Dringende Geneeskundige Hulpverlening' die rol, welke na de inwerkingtreding van dit Koninklijk Besluit, overgenomen zal worden door de erkenning.

Elke dienst die een ontvankelijke en volledige aanvraag indient, zal namelijk onverwijld een erkenning krijgen zoals beschreven in artikel 71.

De gecorrigeerde versie van artikel 73 bepaalt dat de 'Overeenkomst ambulancedienst – Dringende Geneeskundige Hulpverlening' zal worden beëindigd op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit besluit, voor elke dienst die zelfs na het uitstel beschreven in artikel 72, geen enkele erkenningsaanvraag heeft ingediend.

Deze diensten voldoen niet langer aan de vereisten van de Wet van 1964, artikel 3bis, § 5 en kunnen daarom niet langer functioneren binnen de Dringende Geneeskundige Hulpverlening ».

Ces éléments appellent plusieurs observations.

2. Le projet reste en défaut de fixer concrètement la date visée à l'article 3bis, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1964. À cet égard, il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 7 du projet d'arrêté sur lequel la section de législation a donné, ce jour, l'avis 76.154/2.

3. Concernant l'articulation du nouveau régime d'agrément avec la fin du régime de conventions, il convient d'observer que dans l'hypothèse où l'article 3bis précité entrerait en vigueur en même temps que l'arrêté en projet, les mesures transitoires mises en place par le chapitre 6 auront pour effet que des services sous convention pourraient continuer à exercer leur activité sans agrément alors même que les conventions qui régissent ces activités sont abrogées.

En effet, pour les services sous convention à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, l'article 69 prévoit qu'ils peuvent bénéficier d'un agrément provisoire pour une durée de deux ans, mais que, pour ce faire, ils doivent introduire une demande d'agrément dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté. Tant que cette demande n'est pas introduite, le service fonctionnerait donc sans convention ni agrément. Pour les services qui n'auraient pas introduit de demande, la procédure de rappel mise en place par les articles 72 à 73 a pour effet d'allonger encore davantage la période durant laquelle ces services peuvent continuer à fonctionner sans convention ni agrément, à savoir jusqu'à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Si, comme cela semble être l'intention, l'auteur du projet entend fixer l'entrée en vigueur de l'article 3bis en même temps que celle de l'arrêté en projet, alors il convient de revoir les mesures transitoires afin de ne pas permettre à un service de fonctionner sans convention ni agrément. Autrement dit, il conviendrait de prévoir une forme d'agrément automatique des services conventionnés pour une durée limitée. Dans cette hypothèse toutefois, la section de législation n'aperçoit pas les règles que ces services devraient respecter puisque les conventions seront abrogées et que l'agrément automatique ne permettra pas de déterminer les conditions à respecter. Une autre solution serait de distinguer la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet de celle à laquelle le système d'agrément exclusif prévu par l'article 3bis entrera en vigueur, de façon à permettre de lancer les procédures d'agrément sur la base de l'arrêté en projet et, seulement lorsque les différents services auront pu être agréés, de basculer d'un régime à l'autre. Cette solution paraît d'ailleurs plus conforme à l'intention du législateur de 2002 ⁶.

Article 74

De l'accord du délégué du Ministre, à l'alinéa 4, les termes « cinq ans » seront remplacés par les termes « deux ans ».

*

⁶ Voir l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 14 janvier 2002 'portant des mesures en matière de soins de santé' (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, n° 50-1322/001, p. 86).

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

INLEIDENDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager op het feit dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De afdeling Wetgeving heeft reeds het volgende opgemerkt:

“Pour que la section de législation puisse accomplir correctement sa mission, il y a lieu de lui soumettre des projets de textes définitifs pour éviter qu’elle n’examine inutilement un avant-projet qui fera l’objet de modifications ultérieures et qu’il ne doive lui être soumis à nouveau pour avis.”¹

Het is echter de bedoeling dat het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit, dat per definitie nog niet is aangenomen, reeds wordt gewijzigd bij een ontwerp van koninklijk besluit waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 76.154/2 heeft uitgebracht.²

Aangezien het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 76.154/2 is gegeven, zich er in hoofdzaak toe beperkt in het voorliggende ontwerp een volledige afdeling in te voegen met betrekking tot de “[b]ijzondere voorwaarden voor PIT-diensten” – een afdeling die apart kan worden onderzocht en waarvan de invoeging de strekking van het voorliggende ontwerp niet

¹ Zie met name advies 70.136/2 van 29 september 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 januari 2022 ‘tot opheffing van de artikelen 79/1 tot 79/26 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, en tot invoeging in het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van de bepalingen betreffende de inschrijving in het eerste jaar van het secundair onderwijs’.

² Advies 76.154/2 dat vandaag is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende wijziging van het Koninklijk Besluit van XXX tot vaststelling van de erkenningsnormen voor ambulancediensten actief binnen de dringende geneeskundige hulpverlening’.

wijzig – kan er worden geconcludeerd dat het ontwerp van koninklijk besluit waarover het onderhavige advies wordt gegeven, ontvankelijk is.

Niettemin dient erop te worden gewezen dat beide ontwerpen met het oog op de rechtszekerheid moeten worden samengevoegd en op hetzelfde ogenblik moeten worden vastgesteld. In dat opzicht moeten de artikelen passend worden genummerd en moet de artikelsgewijze bespreking worden aangepast, zodat het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit de wijzigingen omvat die vervat zijn in het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 76.154/2 is gegeven. Ook dient de aanhef van de samengevoegde besluiten dienovereenkomstig te worden aangepast: er dient dan onder meer een verwijzing te worden opgenomen naar de adviezen die de afdeling Wetgeving over beide ontwerpen heeft gegeven.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Wat betreft het vaststellen door de Koning van de normen waaraan ambulancediensten en PIT's³ moeten voldoen om erkend te worden en te blijven, schrijft artikel 3*bis* van de wet van 8 juli 1964 'betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening' voor dat vooraf overleg plaatsvindt met de minister van Binnenlandse Zaken.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit overleg inderdaad heeft plaatsgevonden voordat het koninklijk besluit waarvan het ontwerp voorligt, wordt vastgesteld.

ALGEMENE OPMERKING

De artikelen 118 en 119 van de wet van 14 januari 2002 'houdende maatregelen inzake gezondheidszorg' brengen wijzigingen aan in respectievelijk de artikelen 5 en 6*bis*, § 3, dat artikel 6*ter* is geworden, van de wet van 8 juli 1964.

Uit artikel 127 van de wet van 14 januari 2002 blijkt dat die artikelen 118 en 119 in werking treden op een door de Koning te bepalen datum.

Aangezien die datum in geen enkel koninklijk besluit is vastgesteld, zijn die wijzigingen dan ook niet in werking getreden.

In zoverre de wijzigingen waarin de artikelen 118 en 119 voorzien, betrekking hebben op erkenningen, zou het voorliggende ontwerp te baat moeten worden genomen om de datum van inwerkingtreding van die artikelen vast te stellen en om de aanhef dienovereenkomstig aan te passen zodat die een verwijzing naar het voornoemde artikel 127 bevat.

³ "Paramedical intervention team" of "Paramedisch interventieteam", afgekort als "PIT".

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

In zoverre artikel 2 zich ertoe beperkt de regels aan te kondigen die in het ontwerpbesluit vervat zijn, dient het te worden weggelaten.

Artikel 9

Het eerste lid legt een regel neer die reeds vervat is in artikel 3, tweede lid, 1°. Het ontwerp dient te worden herzien om dat dubbelgebruik te vermijden.

In het vijfde lid zijn de woorden “In afwijking van artikel 5”, gelet op de context, niet relevant. De afdeling Wetgeving veronderstelt dat “In afwijking van het vierde lid” dient te worden geschreven.

Artikel 11

1. Aangezien de administratieve ruimte deel uitmaakt van de permanentieplaats, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom in het derde lid nog wordt bepaald dat die ruimte “voldoet aan de bepalingen van [het] tweede lid”.

2. Aangezien voor de wijziging van de permanentieplaats of van de organisatie ervan de voorafgaande goedkeuring van de federale gezondheidsinspecteur vereist is, dient men te bepalen binnen welke termijn die goedkeuring moet worden gegeven.

Artikel 18

Een van de elementen die het kwaliteitsplan moet bevatten, is het hygiëneplan, voorzien in paragraaf 2, tweede lid, 3°, dat onder andere het volgende vermeldt:

“a) De maatregelen die zijn getroffen ter naleving van de in artikel 10 bedoelde hygiënenormen⁴.”

Artikel 10 voorziet evenwel niet in het bestaan van hygiënenormen. In die bepaling staat namelijk dat de dienst moet worden georganiseerd met het oog op het voorkomen van risico's verbonden aan de hygiëne, in het bijzonder ten aanzien van patiënten, en dat hij in dat verband in het bijzonder aandacht dient te besteden aan de hygiëne van de ambulances.

⁴ In de Franse tekst: “normes minimales d’[hygiène]”.

Wat betreft de inachtneming van minimumnormen wordt in artikel 10 slechts bepaald dat de minister dergelijke normen kan vaststellen. Het gaat niet om een verplichting. In dat verband blijkt uit de artikelsgewijze bespreking immers dat het in de eerste plaats aan de dienst staat om te bepalen hoe hij dat minimumniveau van hygiëne waarborgt.

Om met alle mogelijke gevallen rekening te kunnen houden, verdient het wellicht aanbeveling in artikel 18, § 2, tweede lid, 3°, a), te verwijzen naar “maatregelen die zijn getroffen ter naleving van artikel 10”.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 33 § 1, van het ontwerp.

Artikel 21

Het begrip “onberispelijk gedrag” is veel te vaag en steunt op geen enkele duidelijk of bekend juridische criterium. Als dat begrip niet nauwkeurig kan worden gedefinieerd in het kader van het onderwerp van het ontwerp, dient het te worden weggelaten of moet de exacte strekking ervan worden bepaald. In dat verband maakt de term “inzonderheid” die daarop volgt, niet duidelijk welke gedragingen niet-conform zouden zijn.

Artikel 26

In zijn huidige formulering kan het derde lid bezwaarlijk als een erkenningsgrond worden opgevat. Het zou wellicht beter zijn dat lid te schrappen en het tweede lid aan te vullen als volgt:

“en krijgt deze volledig terug van de medewerker die de dienst verlaat.”

Artikel 39

1. In de Nederlandse tekst moet paragraaf 3 worden voorafgegaan door de vermelding “§ 3.”.

2. De juridische strekking van de ontworpen paragraaf 3 is niet duidelijk. Zo moet in de tekst met name worden gepreciseerd welke de gevolgen zijn van het onderzoek dat de federale gezondheidsinspecteur heeft gevoerd over de hem overgezonden onderaannemingsovereenkomst. De tekst dient namelijk nader aan te geven welke impact een geweigerde goedkeuring op de erkenning kan hebben.

Op grond van de juridische strekking van het onderzoek van de overeenkomst door de federale gezondheidsinspecteur, en aangezien de overeenkomst op zijn minst diens goedkeuring vereist, dient evenzo een termijn te worden bepaald die nauwkeuriger wordt omschreven dan met de momenteel gebruikte bewoordingen “zo snel mogelijk”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 40 van het ontwerp.

Artikel 44

Het voorliggende artikel is louter een herhaling van hetgeen wordt voorgeschreven door artikel 43, tweede lid, 1°, van het ontwerp, en dient derhalve te worden weggelaten.

Artikel 45

Het voorliggende artikel vermeldt alle informatie en documenten die de erkenningsaanvraag moet bevatten. Het vermeldt evenwel niet de elementen waarvan verplicht melding moet worden gemaakt krachtens de artikelen 29, § 3, 38, § 2, tweede lid, en 39, § 2, van het ontwerp.⁵

Aangezien de artikelen 52 (betreffende de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning) en 58 (aanvraag tot wijziging van de erkenning) uitsluitend verwijzen naar het voorliggende artikel, dat handelt over het dossier van de aanvraag, is het van belang dat dit artikel een exhaustieve opsomming geeft.

Het artikel moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 48

1. Men doet er beter aan de termijn te bepalen waarbinnen de beslissing van de minister dient te worden genomen.

2. Teneinde duidelijker aan te geven dat de voorlopige erkenning altijd voorafgaat aan de definitieve erkenning, wat ook de bedoeling van de steller van het ontwerp lijkt te zijn, kan het tweede lid beter worden gesteld als volgt:

“In geval van een gunstige beslissing wordt een voorlopige erkenning verleend en is de dienst operationeel binnen een maand na de kennisgeving van die voorlopige erkenningsbeslissing.”

Artikel 66

Teneinde de strekking van een gedeeltelijke opschorting of intrekking van de erkenning te verduidelijken, verdient het aanbeveling in de artikelsgewijze bespreking te preciseren

⁵ Respectievelijk een inventaris van de ambulances, de eventuele samenwerkingsovereenkomsten en de eventuele onderaannemingsovereenkomsten.

in welke mate een opschorting of intrekking gedeeltelijk kan zijn, des te meer daar het gaat om een erkenning met betrekking tot de uitoefening van een en dezelfde activiteit.

Artikelen 69 tot 77

1. Artikel 3bis van de wet van 8 juli 1964 bepaalt het volgende:

“§ 1. Met ingang van een door de Koning te bepalen datum mag voor de toepassing van deze wet uitsluitend een beroep worden gedaan op ambulancediensten en PIT's, erkend door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft. Onder PIT (paramedisch interventieteam) wordt voor de toepassing van deze wet verstaan een ambulance waarvan de bemanning bestaat uit minstens één verpleegkundige met een bijzondere beroepstitel van verpleegkundige gespecialiseerd in de intensieve zorg en spoedgevallenzorg.

(...)

§ 5. Met ingang van de in § 1, eerste lid, bedoelde datum, worden alle overeenkomsten tot concessie, bedoeld in artikel 5, eerste lid, van deze wet, alsmede alle overeenkomsten tussen de Staat en privé-personen, bedoeld in artikel 5, derde lid, zoals dit artikel van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de wet van 14 januari 2002 van rechtswege opgeheven.”

De gemachtigde van de minister heeft dienaangaande de volgende uitleg gegeven:

“Zoals u correct aanhaalt, dient elke dienst welke actief is binnen de Dringende Geneeskundige Hulpverlening, een overeenkomst aan te gaan met de Belgische Staat zoals beschreven in de Wet van 1964, artikel 3bis, § 5.

Tot op heden vervulde de ‘Overeenkomst ambulancedienst – Dringende Geneeskundige Hulpverlening’ die rol, welke na de inwerkingtreding van dit Koninklijk Besluit, overgenomen zal worden door de erkenning.

Elke dienst die een ontvankelijke en volledige aanvraag indient, zal namelijk onverwijld een erkenning krijgen zoals beschreven in artikel 71.

De gecorrigeerde versie van artikel 73 bepaalt dat de ‘Overeenkomst ambulancedienst – Dringende Geneeskundige Hulpverlening’ zal worden beëindigd op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit besluit, voor elke dienst die zelfs na het uitstel beschreven in artikel 72, geen enkele erkenningsaanvraag heeft ingediend.

Deze diensten voldoen niet langer aan de vereisten van de Wet van 1964, artikel 3bis, § 5 en kunnen daarom niet langer functioneren binnen de Dringende Geneeskundige Hulpverlening’.”

Die elementen geven aanleiding tot verschillende opmerkingen.

2. Het ontwerp verzuimt de datum, bedoeld in artikel 3bis, § 1, van de wet van 8 juli 1964, concreet te vast te stellen. In dat verband wordt verwezen naar de opmerking over artikel 7 van het ontwerpbesluit waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 76.154/2 heeft gegeven.

3. Wat betreft de afstemming van de nieuwe erkenningsregeling op het aflopen van de regeling inzake overeenkomsten, dient te worden opgemerkt dat in het geval waarin het voornoemde artikel 3bis op hetzelfde ogenblik in werking zou treden als het ontwerpbesluit, de overgangsmaatregelen, ingevoerd bij hoofdstuk 6, als gevolg hebben dat diensten die een overeenkomst hebben gesloten hun activiteit zonder erkenning zouden kunnen voortzetten, zelfs al worden de overeenkomsten waarbij die activiteiten worden geregeld, opgeheven.

Wat de diensten betreft die op de datum van de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit nog gebonden zijn door een overeenkomst, bepaalt artikel 69 immers dat zij in aanmerking komen voor een voorlopige erkenning voor een periode van twee jaar, maar dat ze dan binnen een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit een erkenningsaanvraag moeten indienen. Zolang die aanvraag niet is ingediend, zou de dienst dus zonder overeenkomst of erkenning werken. Wat de diensten betreft die geen aanvraag hebben ingediend, heeft de herinneringsprocedure die bij de artikelen 72 en 73 wordt ingevoerd, tot gevolg dat de periode gedurende welke die diensten verder zonder overeenkomst of erkenning kunnen blijven functioneren, nogmaals wordt verlengd, namelijk tot de verjaardag van de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit.

Indien de steller van het ontwerp, zoals het er naar uitziet, van plan is de inwerkingtreding van artikel 3bis te laten samenvallen met de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit, dienen de overgangsmaatregelen te worden herzien zodat het niet meer mogelijk is dat een dienst blijft functioneren zonder overeenkomst of erkenning. Men zou, met andere woorden, voor de diensten die een overeenkomst hebben, moeten voorzien in een soort automatische erkenning voor een beperkte periode. Het is de afdeling Wetgeving evenwel niet duidelijk welke regels in dat geval voor die diensten van toepassing zouden zijn, aangezien de overeenkomsten worden opgeheven en men via een automatische erkenning niet kan bepalen welke voorwaarden dienen te worden nageleefd. Een andere oplossing kan erin bestaan een onderscheid te maken tussen de datum van inwerkingtreding van het ontwerpbesluit en de datum waarop de exclusieve erkenningsregeling waarin artikel 3bis voorziet, in werking treedt. Op die manier kunnen erkenningsprocedures in gang worden gezet op basis van het ontwerpbesluit, en kan men van de ene regeling naar de andere regeling overstappen, maar alleen wanneer de verschillende diensten een erkenning hebben verkregen. Die oplossing lijkt overigens nauwer aan te sluiten bij de bedoeling van de wetgever in 2002.⁶

⁶ Zie de memorie van toelichting van het ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot de wet van 14 januari 2002 'houdende maatregelen inzake gezondheidszorg' (*Parl.St.* Kamer 2000-01, nr. 50-1322/001, 86).

Artikel 74

De gemachtigde van de minister stemt ermee in om in het vierde lid de woorden “vijf jaar” te vervangen door de woorden “twee jaar”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX